



LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

LE BOUCLIER QUALITÉ-PRIX

OU L'ORGANISATION LÉGALE DE LA PWOFITASYON.

A entendre le Préfet, le Bouclier Qualité Prix aura fait baisser les prix.

LKP soutient que les « pseudo négociations » dont parle le Préfet ne constituent qu'un vaste écran de fumée, une supercherie, qui sert d'une part d'argument publicitaire aux enseignes commerciales et d'autre part à vendre aux Guadeloupéens l'idée que l'Etat s'attaque à la *pwofitasyon*. En réalité, il n'en est rien.

Ce BQP nourrit également le démantèlement des petits commerces et autres points de vente de proximité, au profit des importateurs distributeurs qui ne cessent de se développer.

Dans les faits, c'est le Préfet seul, dans le plus grand secret, qui mène des « pseudo négociations » fermées avec les représentants de l'import distribution. Les associations de consommateurs et les syndicats ouvriers, pourtant membres de l'observatoire des prix, sont totalement exclus. Cette exclusion organisée par l'Etat, aux ordres des *pwofitan*, a pour but de ne jamais mettre sur la table la question des marges abusives pratiquées dans le Secteur de l'import-distribution et qui sont, pourtant, faciles à évaluer à partir des déclarations d'importation aux services des douanes.

Ainsi, les marges abusives pratiquées par les importateurs distributeurs restent intactes car il s'agit de faire une liste de produits pour un total de 180 ou 320 euros, sans réelle baisse des prix.

Cette convention est un arrangement entre le Préfet et les représentants de la distribution sur une liste de produits ne dépassant pas 180 ou 320 euros et cela non pas à partir d'une connaissance des marges abusives réalisées mais à partir des choix émis par les importateurs distributeurs.

Les importateurs distributeurs n'accordent rien du tout en réalité. Car elles n'ont aucune obligation légale de communiquer le moindre document comptable sur leurs marges, ni sur les produits qu'elles vendent le plus ou sur ceux sur lesquels elles réalisent leurs plus fortes marges. C'est donc une mascarade organisée en s'appuyant sur l'ignorance voulue et désirée du Préfet et sur l'exclusion des organisations syndicales, et des associations de consommateurs dans ces « pseudos négociations ».

Et dans le cas où les négociations n'aboutissent pas ? Les surfaces commerciales concernées devront simplement vendre au prix le moins cher parmi l'ensemble des prix abusifs pratiqués en Guadeloupe. Nul ne les obligera à tenir compte du prix auquel elles ont réellement acheté les produits qu'elles commercialisent.

Le Bouclier Qualité Prix est une représentation « légale » de la *pwofitasyon*.

LKP réaffirme la nécessité d'un encadrement du prix des produits de première nécessité par la limitation des marges abusives des sociétés de l'import-distribution, comme prévue dans le protocole du 04 Mars 2009.

LKP rappelle également l'impératif de développer et de promouvoir une production locale protégée des importations et ayant comme objectif l'autosuffisance alimentaire, seul moyen de nous libérer du joug des transnationales de la grande distribution.

LKP, Lapwent, 21 Maws 2019.

Le Porte-Parole du LKP

E.DOMOTA